

« SOUS NOS YEUX » (14/25)

Le Parti colonial à l'assaut de la Syrie et du Mali

par *Thierry Meyssan*

Nous poursuivons la publication du livre de Thierry Meyssan, *Sous nos yeux*. Dans cet épisode, tout semble réussir au Parti colonial français et aux troupes françaises. Les principaux chefs militaires syriens sont assassinés, le président du Conseil des ministres syrien fait défection et la France se choisit un président sur mesure au Mali. Mais tout cela ne va pas sans contradictions.

RÉSEAU VOLTAIRE | PARIS (FRANCE) | 14 FÉVRIER 2020

Cet article est extrait du livre *Sous nos yeux*.
Voir la [Table des matières](#).



26— Seconde guerre contre la Syrie

Le 18 juillet, une explosion détruit le siège du Conseil national de sécurité à Damas, tuant le général Daoud Rajha (ministre de la Défense), le général Assef Chawkat (chef du Renseignement militaire, beau-frère du Président

el-Assad) et le général Hassan Turkmani (président du Conseil). Le général Hicham Ikhtiar (chef du contre-espionnage) décède peu après des ses blessures. Il semble qu'un traître ait placé une bombe dans un plafonnier, mais il n'est pas impossible qu'un missile ait été tiré depuis un drone. Les armées et les services de sécurité sont décapités. On se bat partout. Des gens sont tués dans les rues. La majorité des habitants de la capitale fuient.



Les généraux Hassan Turkmani, Daud Rajha et Assef Chawkat, tombés au champ d'honneur, le 18 juillet 2012.

Commentant l'attentat qui coûta la vie aux membres du Conseil de sécurité nationale, les dirigeants occidentaux se refusent à condamner le terrorisme. Ils estiment que les morts n'ont eu que ce qu'ils méritaient.

Les assaillants disposent de cibles prédéfinies. Ainsi une unité attaque ma maison, à Mezzeh, à l'extrémité de la ville, là où s'étendent des champs de figuiers de barbarie. L'armée installe un mortier sur le toit pour les tenir à distance. Lorsque, après trois jours, la bataille sera terminée, les corps que l'on relèvera seront des Pakistanais et des Somaliens. Mais en d'autres parties de la capitale ce sont des Tunisiens, des Afghans, ou d'autres nationaux encore. Ces hommes ont reçu une brève formation au maniement des armes en Jordanie, parfois de seulement une semaine. Ils ont été organisés par unité selon leur origine, mais ne constituent pas une armée au sens propre du terme car ils n'ont pas de structure hiérarchique. Beaucoup ne connaissent rien de la Syrie, certains pensent même être en train de sauver des Palestiniens en Israël.



Conférence de presse du général Robert Mood sur la bataille de Damas qu'il observe depuis sa chambre d'hôtel.

Un studio est installé dans les sous-sols de l'hôtel Dama Rose où se prélassent le général Robert Mood et les observateurs des Nations Unies. Leur présence garantit la sécurité de l'immeuble. Le gouverneur de la Banque centrale, Adib Mayaleh, apparaît à la télé pour démentir *Al-Jazeera* et *Al-Arabiya* qui ont annoncé la chute de la livre syrienne. ArabSat et NileSat déconnectent les télévisions syriennes qui s'y trouvaient encore. Tandis que la CIA pirate le compte Twitter d'*Al-Dounia TV* pour annoncer la retraite de l'armée arabe syrienne et la chute du régime. Les signaux des télévisions syriennes réapparaissent sur ArabSat et NileSat. Ils ne proviennent pas de Syrie, mais d'Australie, et sont envoyés depuis la base conjointe de l'US National Security Agency et de l'Australian Signals Directorate à Pine Gap. Au Qatar, *France24* participe aux réunions du pool de médias réquisitionnés pour la propagande de l'OTAN. Le plan prévoit de diffuser de manière coordonnée un ensemble de reportages, soit tournés en studio à ciel ouvert, soit réalisés en images de synthèse, attestant de la fuite du Président el-Assad et de la chute de la « dictature alaouite » [1]. Cependant, le pays résiste et les mercenaires se retirent de Damas.

Au Conseil de sécurité de l'ONU, la Russie et la Chine opposent un troisième veto à un projet de résolution autorisant une intervention militaire occidentale. Les États-Unis reculent. Les faux programmes de télévision syriens relatant la fuite du Président el-Assad ne seront pas diffusés.



Gravement blessé, le prince Bandar Bin Sultan disparaît plus d'un an de la scène politique. Son retour sera catastrophique et il ne parviendra jamais à reprendre ses activités.

Le 24 juillet, le roi Abdallah d'Arabie récompense le prince Bandar Bin Sultan pour l'attaque de Damas et le nomme chef des services secrets saoudiens. Cependant, quatre jours plus tard, son bureau explose. Il est gravement touché et j'annonce prématurément sa mort. En réalité, c'est son adjoint, Mishaal Al-Qani, qui meurt. Lui sera hospitalisé une année durant. Il ne parviendra jamais à retrouver l'ensemble de ses facultés [2].

La presse révèle que le Président Obama a signé une directive autorisant une intervention militaire secrète coordonnée par l'OTAN. Conscient que tous ses efforts seront approuvés officiellement mais sabotés en sous-main, Kofi Annan démissionne de ses fonctions de médiateur le 2 août.



Riad Hijab ne sera pas une meilleure prise que Manaf Tlass. Le président du Conseil des ministres syrien animait une équipe à Damas, mais ne détenait aucunement la réalité du pouvoir.

Le 5 août, le « Premier ministre », Riad Hijab, s'enfuit avec l'aide de la DGSE [3]. Cette fois, la prise a plus de valeur symbolique, mais n'en a pas au niveau exécutif. La Syrie est le plus ancien État du monde. Constituée, il y a 6 000 ans sur une terre de passage, elle a appris à perdurer en s'organisant

en secret. Aujourd'hui, seul le chef de l'Exécutif, le Président Bachar el-Assad, est visible. Il est responsable devant le peuple. Il préside trois cercles concentriques. D'abord le gouvernement, qui dirige l'administration. Ses ministres sont donc l'équivalent de nos directeurs d'administration centrale. Puis, ses conseillers au Palais, qui ont autorité sur les ministres. Enfin, ses conseillers privés, avec lesquels il prend ses décisions. Il s'agit d'un régime républicain, car l'Exécutif agit dans l'intérêt général et le Peuple peut le sanctionner, mais pas démocratique, car les décisions les plus importantes ne sont pas discutées en public. Concernant Riad Hijab, il n'a jamais été « Premier ministre » – cette fonction n'existe pas dans la Constitution –, mais secrétaire du Conseil des ministres, ce qui n'est pas du tout pareil dans ce système. Sa fonction consistait à recevoir l'ordre du jour et les directives établies par le Palais pour les transmettre aux ministres et recevoir les comptes-rendus de leurs activités. Contrairement à la mort des membres du Conseil de sécurité nationale, son départ fut sans importance.

Je me souviens de mon étonnement lorsque, au cours d'une réunion quelques mois plus tôt, le général Hassan Turkmani me demanda ce que je préconisais sur un sujet important. Dans ma réponse, je glissais entre autres qu'il faudrait prévenir M. Hijab. Le général répondit en souriant : « C'est une décision bien trop grave pour que nous le dérangions ».



Pour Paris, tous les coups sont permis. Un conseiller du Président el-Assad est recruté par la DGSE, mais cette source n'a pas accès aux secrets d'État. Puis, le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius déclare le 17 août 2012 : « Je suis conscient de la force de ce que je suis en train de dire : Monsieur Bachar el-Assad ne mériterait pas d'être sur la Terre » ; une position pour le moins surprenante de la part d'un ministre en charge de la Diplomatie d'un État qui s'oppose à la peine de mort. En septembre, Hollande et Fabius rencontrent Recep Tayyip Erdogan à New York pour mettre au point l'homicide de leurs homologues, le ministre

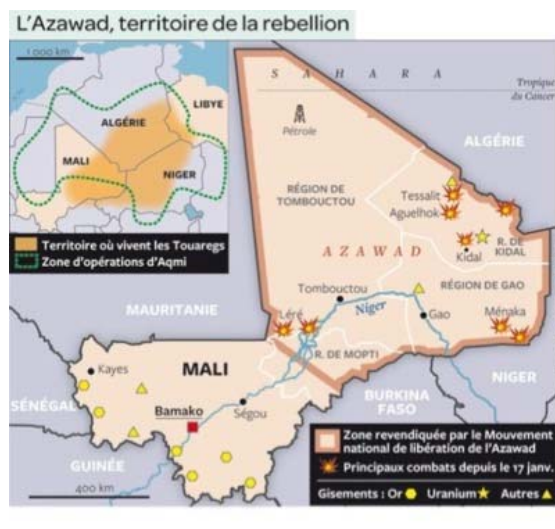
syrien des Affaires étrangères Walid Moallem et le Président el-Assad [4]. Ce n'est pas la première fois que la France de la Ve République tente d'assassiner un Président étranger. Nicolas Sarkozy avait ainsi envoyé en 2008 une équipe à Caracas, commandée par « Frédéric Laurent Bouquet », pour assassiner le Président Hugo Chávez [5]. Cette fois, pas plus que la précédente, la DGSE n'y parviendra. Elle s'appuie sur le personnel de nettoyage du ministère et du Palais, des Kurdes qu'elle croit pouvoir manipuler. Mais le complot est découvert. Le 12 décembre 2012, alors qu'il participe à la 4e conférence internationale des « Amis de la Syrie » à Marrakech, Laurent Fabius s'insurge contre la décision de la Maison-Blanche de classer le Front Al-Nosra (Al-Qaïda) sur la liste des organisations terroristes. Il déclare lors de la conférence de presse finale que « tous les Arabes sont vent debout » contre la position états-unienne, « parce que, sur le terrain, ils [Al-Qaïda] font un bon boulot ». « C'est très net, et le président de la Coalition est aussi sur cette ligne. » [6].

En moins de 10 ans, la France, qui avait été acclamée au Conseil de sécurité lors du discours de Dominique de Villepin, s'est effondrée au rang d'« État voyou », maniant l'assassinat politique – ou les tentatives en ce qui me concerne – et soutenant des terroristes islamistes contre un État laïc. Pire, elle ne cache plus le retour de ses inavouables ambitions : le 25 septembre à l'ONU, François Hollande demande à pouvoir « protéger les zones libérées », c'est-à-dire de rétablir progressivement le mandat colonial accordé par la Société des Nations de 1923 à 1944.

Durant l'année qui suit, la France maintient la fiction que les combattants sont des Syriens ayant fait défection de l'armée. C'est le mythe de l'armée syrienne libre (ASL). Ils se battraient pour la démocratie. Cependant, tout au long des cinq années de guerre jamais ne sera fournie la moindre image de manifestation en faveur de la démocratie. Tout au plus pourra-t-on trouver des slogans en faveur de la « liberté ». Mais il ne s'agit pas de la Liberté des Révolutionnaires français (dont se réclame le Baas), au contraire. Ces manifestants réclament le droit d'appliquer « librement » leur interprétation de la charia. D'ailleurs, plusieurs scandales troublent cette narration. Le 13 mai 2013, un des commandants de la Brigade Al-Farouk (armée syrienne libre) diffuse une vidéo où on le voit manger les entrailles d'un soldat de l'armée arabe syrienne en déclarant : « Nous jurons devant Dieu que nous mangerons vos cœurs et vos foies, soldats de Bachar. Ô

héros de Baba Amr, massacrez les alaouites et découpez leur cœur pour le manger ». Ou encore lorsque l'ASL massacre les chrétiens d'Al-Duvair.

Le 11 janvier 2013, une nouvelle contradiction surgit dans la politique extérieure française ; non pas entre la rhétorique et la pratique, mais au sein de ses alliances. « L'appétit vient en mangeant », dit le proverbe. François Hollande décide une intervention militaire au Mali. Ce n'est pas un épisode des « Printemps arabes », mais une conséquence directe de la destruction de la Jamahiriya arabe libyenne, ainsi que l'avait annoncé longtemps à l'avance Mohammed Siala, ministre de la Coopération de Mouammar Kadhafi et administrateur du fonds souverain libyen [7].



Les Touaregs sont un peuple nomade vivant au Sahara central et sur les bordures du Sahel, soit un vaste espace partagé entre la Libye et l'Algérie, le Mali et le Niger. S'ils ont obtenu la protection des deux premiers États, ils ont au contraire été délaissés par les deux derniers. Par conséquent, depuis les années 1960, ils n'ont cessé de remettre en question la souveraineté du Mali et du Niger sur leurs terres. Bien logiquement, ils décident de faire aboutir leurs revendications au Mali. Le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) prend le pouvoir dans presque tout le Nord Mali où il habite. Un groupuscule d'islamistes touaregs formés par l'Arabie saoudite, Ansar Dine, rattaché à AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique), en profite pour imposer la charia dans quelques localités.



François Hollande et Laurent Fabius viennent introniser Dioncounda Traoré, devenu président du Mali sans élection.

Le 21 mars 2012, un étonnant coup d'État était perpétré au Mali [8]. Un mystérieux « Comité pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'État » (CNRDRE) renversait le Président Amadou Toumani Touré et déclarait vouloir restaurer l'autorité malienne au nord du pays. Il en résulta une grande confusion, les putschistes étant incapables d'expliquer en quoi leur acte aurait amélioré la situation. Ce renversement était d'autant plus étrange qu'une élection présidentielle était prévue cinq semaines plus tard et que le sortant ne se représentait pas. Le CNRDRE était composé par des officiers formés aux États-Unis. Il empêcha la tenue de l'élection et transmit le pouvoir à un des candidats, en l'occurrence le francophile Dioncounda Traoré. Ce tour de passe-passe fut légalisé par la CEDEAO, dont le Président n'était autre qu'Alassane Ouattara, mis au pouvoir un an plus tôt par l'armée française en Côte d'Ivoire. Le coup d'État accentua la division ethnique du pays. Les unités d'élite de l'armée malienne (formées aux USA) ayant un commandement touareg rejoignent la rébellion avec armes et bagages.

Ansar Dine – appuyé par d'autres groupes islamistes – attaque la ville de Konna. Il quitte donc le territoire touareg pour étendre la loi islamique au sud du Mali. Le Président de transition Dioncounda Traoré décrète l'état d'urgence et appelle la France au secours. Paris intervient dans les heures qui suivent pour empêcher la prise de la capitale, Bamako. Prévoyant, l'Élysée avait prépositionné au Mali des hommes du 1er Régiment parachutiste d'infanterie de Marine (« la coloniale ») et du 13e Régiment de dragons parachutistes, des hélicoptères du COS, trois Mirage 2000 D, deux Mirage F-1, trois C135, un C130 Hercule et un C160 Transall.



**La presse française assume pleinement le caractère colonial de l'opération Serval.
Ici, {Le Monde} du 29 janvier 2013 titre :
« L'armée française prend Tombouctou ».**

Si cette opération est bien menée, elle désigne Al-Qaïda comme l'ennemi, même si en réalité, il s'agit de lutter contre les indépendantistes touaregs. Or, c'est le même Al-Qaïda qui « fait du bon boulot » en Syrie et structure l'armée syrienne libre soutenue par la France. Affolé, l'Élysée ordonne à l'armée française d'interrompre sa progression au Mali de manière à laisser se replier les conseillers militaires qataris des jihadistes. Doha rompt ses relations privilégiées avec la France tandis que, sur le terrain, l'ASL organise des manifestations en chantant : « Les Français sont des salauds. Notre nation [islamique] sera victorieuse ».

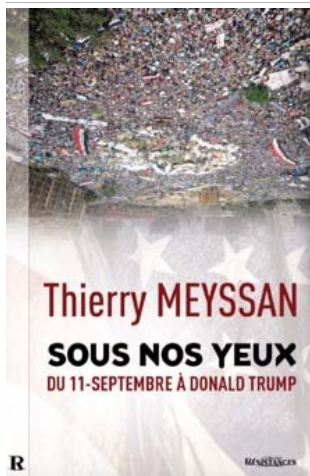


François Hollande tente de réparer sa bêtise et de se rabibocher avec son bienfaiteur, l'émir Al-Thani. Il se rend en catastrophe à Doha, où il est très fraîchement accueilli. Cependant, l'Arabie saoudite et la Turquie s'empressent de combler le vide.

(À suivre ...)

Thierry Meyssan

Ce livre est [disponible en français](#) en version papier.



[1] « L'OTAN prépare une vaste opération d'intoxication », par Thierry Meyssan, *Komsomolskaïa Pravda* (Russie), *Réseau Voltaire*, 10 juin 2012 — Cet article a été publié par des quotidiens dans 45 pays. « De faux reportages sur la Syrie sont filmés au Qatar », *Sputnik*, 19 juillet 2012. « PsyOp imminente de l'OTAN contre la Syrie », *Réseau Voltaire*, 20 juillet 2012.

[2] « La Syrie aurait éliminé Bandar ben Sultan en représailles de l'attentat de Damas » ; « Riyad ne confirme, ni n'infirme, la mort du prince Bandar », *Réseau Voltaire*, 29 & 30 juillet 2012, « Thierry Meyssan and Prince Bandar bin Sultan », Ali Bluwi, *Arab News*, August 4, 2012.

[3] « Syrie : Démasqué, le président du Conseil des ministres s'enfuit », *Réseau Voltaire*, 6 août 2012.

[4] « Hollande et Erdogan ont commandité la tentative d'assassinat d'el-Assad et al-Mouallem », *Réseau Voltaire*, 3 mars 2013.

[5] « Nicolas Sarkozy avait commandité l'assassinat d'Hugo Chavez », *Réseau Voltaire*, 1er janvier 2013.

[6] « Pression militaire et succès diplomatique pour les rebelles syriens », par Isabelle Maudraud, *Le Monde*, 13 décembre 2012.

[7] « La guerre contre la Libye est une catastrophe économique pour l'Afrique et l'Europe », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 3 juillet 2011.

[8] « Mali : une guerre peut en cacher une autre », par Thierry Meyssan, *Al-Watan* (Syrie), *Réseau Voltaire*, 21 janvier 2013.

Source : « Le Parti colonial à l'assaut de la Syrie et du Mali », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 14 février 2020, www.voltairenet.org/article208764.html